

Consomm'Acteurs

Avec l'appui financier de Pain pour le Monde

OCTOBRE 2012 - N°001

MAGAZINE GRATUIT D'INFORMATIONS

DOSSIER SPÉCIAL

POURQUOI L'AGRICULTURE TOGOLAISE NE DÉCOLLE PAS?

ACTU

DOPER L'AGRO-INDUSTRIE

TRIBUNE

L'URGENCE DE CONSTRUIRE UN MONDE LIBÉRÉ DE LA FAIM

AGIR

LES MOINES DE DZOGBÉGAN : UN EXEMPLE AGRO- ALIMENTAIRE À PROMOUVOIR...



ENTRETIEN

La bourse agricole du
Togo, un modèle...

DIÉTÉTIQUE

Plantes alimentaires
locales : éléments vitaux

CONSOMMATION

Carton rouge pour
les produits locaux

sommaire

4 EDITO

ACTU

5 **POURQUOI LE RIZ TOGOLAIS N'ARRIVE T-IL PAS À S'IMPOSER SUR SON PROPRE MARCHÉ ?**

PHOSPHATE :
Comment la sauver ?

9 **COURSE AUX AGROCARBURANTS :** Les Togolais se mobilisent contre l'accaparement des terres

6 **PRODUITS AGRICOLES :**
Un potentiel à transformer pour doper l'agro-industrie

8 **CULTURE DE MANIOC DANS LES ZONES D'EXPLOITATION DE**



TRIBUNE

10 **L'URGENCE** de construire un monde libéré de la faim

18 **SOUVERAINETÉ** Alimentaire ou **SÉCURITÉ** Alimentaire ? Il est temps de choisir !



Photo : Isabelle CAMPS

AGIR

12 **LES MOINES DE DZOGBÉGAN :**
Un exemple agroalimentaire à promouvoir...



Photo : Isabelle CAMPS

13 **LA BOURSE AGRICOLE DU TOGO** - La plus avancée de la sous région.
Interview de Mr Charles B. BIRREGAH, Dr en Finances, Initiateur et Promoteur de la Bourse Agricole du TOGO.



DOSSIER

14 **POURQUOI L'AGRICULTURE TOGOLAISE NE DECOLLE PAS ?**



Photo : Isabelle CAMPS

DIÉTÉTIQUE

16 **PLANTES ALIMENTAIRES LOCALES :** Des éléments vitaux dans votre assiette !



Photo : Isabelle CAMPS

CONSOMMATION

17 **CARTON ROUGE POUR LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX TRANSFORMÉS**



Photo : Isabelle CAMPS

Riz Délice,
l'essayer c'est l'adopter



Sac de 5kg
Sac de 25kg

EN VENTE
PARTOUT

RIZ LONG GRAIN
Naturellement parfumé



DISTRIBUE PAR RESOP
BÉNIN : (229) 21 14 91 57 / TOGO : (228) 238 75 75

5Kg

DISTRIBUE PAR RESOP

BÉNIN : (229) 21 14 91 57 / TOGO : (228) 238 75 75

édito



par Tata Yawo
AMETOENYENOU

La sous-alimentation est une atteinte aux droits de l'homme et à sa dignité

Au Togo, une personne sur deux n'arrive pas toujours à manger à sa faim. Parmi cette moitié de la population, les ¼ sont des paysans, ceux-là mêmes qui produisent de quoi nourrir la population. Selon l'Unicef, le taux national de malnutrition aiguë chez les enfants est de 14,3 pour cent, soit le double de ceux enregistrés au Bénin et au Ghana, pays voisins du Togo. Pire, 97 enfants togolais sur 100 ne bénéficient pas d'une alimentation répondant aux critères nutritionnels adéquats.

Les besoins en viande du pays sont couverts à 60% seulement, malgré le faible niveau de consommation comparé à d'autres pays de la région. La consommation nationale en protéines animales est estimée à 19 kg/habitant/an, alors que le seuil minimum établi par la FAO est de 29,2 kg (selon les chiffres du Projet d'Appui au Secteur Agricole, mars 2011). Le Togo n'est pas autosuffisant au plan alimentaire. Pour combler son déficit, le pays a recours aux importations massives occasionnant un besoin important de devises. Ainsi en 2007, le pays a dépensé plus que 9,59 millions \$US pour l'importation du riz, environ 7,14 millions \$US pour l'importation de poisson et 2,92 million \$US pour la viande (selon les statistiques nationales).

Malgré les divers programmes amorcés depuis 2008 par le gouvernement togolais et les signes d'amélioration des perspectives de croissance dans le secteur agricole, le revenu par exploitant agricole ne s'est pas considérablement amélioré. Selon le DSRP II (Document complet de stratégie de réduction de la pauvreté), 73,4 % des Togolais qui vivent sous le seuil de la pauvreté sont des paysans !

L'agriculture est à la croisée des chemins. Depuis les années 80, ni le secteur privé ni le gouvernement n'ont plus investi sérieusement dans ce domaine. Il a fallu la crise alimentaire de 2007-2008 pour qu'un changement s'opère. Ainsi au Togo, par le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), le Gouvernement a mobilisé d'importants fonds pour relancer la production agricole surtout vivrière. Cependant : « Si elle est nécessaire pour répondre aux besoins futurs, l'augmentation de la produc-

tion alimentaire n'est pas suffisante. Elle ne permettra pas d'accomplir des progrès notables dans la lutte contre la faim et la malnutrition si elle ne s'accompagne pas d'une élévation des revenus et d'une amélioration des moyens de subsistance pour les plus pauvres – en particulier les petits agriculteurs des pays en développement », Olivier De SCHUTTER, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation.

Mais comment améliorer le revenu des petits exploitants, si ce qu'ils produisent n'est pas consommé par les populations locales, préférant les produits importés ? Même dans les cas où ils sont consommés, les produits locaux sont achetés à des prix très bas ne permettant pas aux producteurs de vivre dignement de leur travail.

Notre association OADEL qui promeut le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire se propose à travers ce magazine, de sensibiliser

les décideurs et les acteurs de la filière agro-alimentaire (producteurs, commerçants, transformateurs locaux, entreprises agroalimentaires, consommateurs...) à travailler ensemble pour mieux promouvoir

une économie locale basée sur l'agriculture qui emploie 2/3 de la population active et contribue à 40 pour cent à la richesse nationale. En effet, la grande question qui se pose à nous de nos jours est : comment mettre en adéquation notre agriculture et notre alimentation avec une mondialisation qui uniformise les habitudes alimentaires, promeut une agriculture industrielle qui va de pair avec la perte de la biodiversité, la destruction de l'environnement et la fin de l'agriculture familiale ?

Face à ces menaces, un large débat citoyen s'avère indispensable car l'alimentation de nous tous en dépend. Ce magazine veut être le pionnier en posant le débat sur ce que nous mangeons : quelle alimentation voulons-nous ? Comment devrait-elle être produite ? Comment ceux qui produisent pourraient-ils en vivre dignement ?

Les réponses dépendent de nos politiques mais avant tout, de nous citoyens. C'est pour quoi, nous vous invitons à une nouvelle citoyenneté : la citoyenneté alimentaire.

Tata Yawo AMETOENYENOU
Coordinateur des programmes de l'OADEL



MAGAZINE
Consomm'Acteurs

Édité par ID +
courriel : esodji2000@yahoo.fr

Directeur de Publication :
Tata Yawo AMETOENYENOU

Directrice de la Rédaction :
Emmanuelle SODJI

Rédaction :
Isidore AKOLLOR, Jacky EKLOU,
Serge GNAMAKOU, Koffi
KINIKPOR, Ben KITEGI

Secrétaire de rédaction :
Renée TRASSARD

Documentaliste :
Marie-Lise DURAND

Coordination générale :
Arstide AMÉGNIZIN

A également participé à
ce numéro :
Maurice OUDET

Maquette :
Serge AUGÉ

Photos :
Isabelle CAMPS

Impression :
IPC

Imprimé au Togo / Printed in Togo

Ce magazine a été réalisé par ID Plus pour le compte de l'OADEL, l'Organisation d'appui à la démocratie et au développement local BP 3959, Lomé - TOGO.
courriel : oradeltogo@yahoo.fr



POURQUOI LE RIZ TOGOLAIS N'ARRIVE T-IL PAS À S'IMPOSER SUR SON PROPRE MARCHÉ ?

Le riz, première céréale mondiale pour l'alimentation, constitue une des denrées les plus consommées par les Togolais. Pour faire face à la demande accrue, le riz est importé en provenance de plusieurs pays d'Asie dont le Japon, la Thaïlande et l'Inde. Ce sont des riz bas de gamme qui viennent s'ajouter aux multiples variétés cultivées localement et vendus sur les marchés locaux. Reste que le riz importé, meilleur marché que le riz local coûte moins cher. Comment peut-on expliquer cette situation qui joue en défaveur des producteurs locaux ?



Impérial », « Africa Queen », « Jodano » et « Lion rouge » sont quelques marques de riz bas de gamme importés sur le territoire togolais. Contrairement aux riz parfumés importés et vendus en sachets de 1 kg, 5 kg et 25 kg, on peut les reconnaître par leur conditionnement dans des sacs de 50 kg et par leur odeur parfumée ou non.

Evidemment les importations de la précieuse céréale tant consommée font l'objet de plusieurs taxes douanières inscrites dans le TEC (Tarif Extérieur Commun) de l'UEMOA. Les taxes généralement appliquées à ces riz sont de différents ordres et varient selon leur type. A part les riz de semence (le paddy notamment), dont le droit fiscal d'entrée est de 5% sur la valeur en douane, tous les autres types de riz importés au Togo subissent une armada de taxes, calculées sur la valeur en douane du produit : le droit de porte ou le droit fiscal d'entrée est de 10%, la redevance statistique, 1%, la taxe de protection des infrastructures (TPI) elle est fixée à 2000 FCFA par tonne, la taxe communautaire de Solidarité (TCS) à 1%, la taxe sur la valeur ajoutée, 18%, la redevance inspection de vérification (RIV) à 0,75% et enfin la redevance informatique de douane estimée à 5000 FCFA.

Et malgré le poids de ces taxes supportées par les importateurs, le riz importé est moins cher. Pourquoi ? D'après nos investigations, nous avons constaté que son prix bon marché serait dû à la variété cultivée (forte capacité de rétention d'eau favorisant ainsi une forte productivité avec un taux de rendement très élevé, environ 6 à 7 tonnes de riz par hectare.

En d'autres termes, il existe plusieurs variétés de riz dont certaines réalisent un rendement plus élevé que d'autres types. Leurs prix compétitifs se justifient également par les facteurs biochimiques existants dans ces pays, les pratiques culturelles et le recours systématique aux technologies. En clair : tous ces facteurs réunis, suffisent à eux seuls, à réduire considérablement les coûts de production.

Au Togo, toutes ces conditions ne sont pas réunies pour faire concurrence, en termes de prix, au riz importé. Les producteurs togolais malgré leur volonté à vendre leur produit à un prix accessible à tous ne s'en sortent pas car il reste peu rémunérateur. Leur seul secours pour l'instant est la vente des riz brisures en vue de pallier certaines dépenses liées à la production. C'est le cas de l'ETD (Entreprise Territoires et Développement), une structure œuvrant

pour le développement de l'agriculture par la promotion de circuits agroalimentaires locaux compétitifs et rémunérateurs pour les petits producteurs qui met sur le marché togolais et béninois, la marque « Délice ». La marque Délice est le produit du riz IR841, une semence de base purement togolaise. Le rendement de cette semence est de 2 tonnes par hectare ce qui est largement trois fois inférieur aux riz importés. Ainsi, lorsque le prix du riz parfumé « Délice » coûte entre 1700 et 1800 FCFA le bol soit 2,5 kg, le riz bas de gamme non parfumé importé coûte à la même mesure entre 1000 et 1600 FCFA.

La conseillère en marketing et communication de la marque « Délice », Affi Koffi estime qu'il pratique le juste prix en tenant compte des coûts de production et du pouvoir d'achat des Togolais. Le riz togolais pourrait peut-être gagner une première manche face aux riz parfumés importés quand ces derniers affichent des prix nettement plus chers, à l'instar de « Gino », « Patron », « Oncle Bob » ou « Délice » qui affiche 3500 F les 5kg contre Gino qui est à 5200 F les 5 kg mais là encore, il est souvent boudé. Les Togolais qui ont un pouvoir d'achat plus élevé continuent à se tourner vers cette variété de riz parfumé asiatique moins compétitive. La raison avancée est purement culinaire : ce riz importé gonflerait plus que le riz local, naturellement parfumé.

En d'autres termes, sans l'aide des pouvoirs publics, le riz togolais aura encore de sombres jours devant lui, nos producteurs locaux n'ayant pas les mêmes armes que leurs homologues asiatiques. En Thaïlande par exemple, l'Etat protège le marché intérieur afin d'offrir à ses propres producteurs un prix rémunérateur et le riz exporté est subventionné.

Ben KITEGI / Jacky EKLOU

PRODUITS AGRICOLES : UN POTENTIEL À TRANSFORMER POUR DOPER L'AGRO-INDUSTRIE

Aucun pays ne peut se développer s'il n'est pas capable de mettre au point des industries de transformation. Certes, on remarque ici et là au Togo, quelques entreprises et petites unités de transformation mais elles sont encore largement insuffisantes et souvent mal structurées pour accompagner le pays sur le chemin de la prospérité. D'un point de vue global, le Togo n'a pas réussi encore à lever tous les obstacles à l'industrialisation de son agriculture, notamment en termes d'infrastructures, d'énergie et d'environnement des affaires.



En 2011, l'agriculture, pilier de l'économie togolaise, (72 % de la population active, environ 40 % du PIB (Produit intérieur brut) a contribué à la croissance à hauteur de 1,4 %. Même s'il reste encore beaucoup à faire, les autorités reconnaissent l'importance du secteur.

La transformation agro-indus-

trielle des produits agricoles est cruciale pour certains produits. Jusqu'à aujourd'hui, les produits de rente –fèves de cacao (entières ou brisées), café et coton– sont encore exportés à des prix dérisoires vers l'Occident et reviennent sur notre sol, en produits dérivés, chers, sous des labels, « made in France » ou « made in China ».

“ NOUS NE POURRONS PLUS NOUS SATISFAIRE SEULEMENT DE LA PRODUCTION MAIS IL FAUT ALLER VERS LA COMPÉTITIVITÉ ET QUE CETTE AGRICULTURE, TOUT EN PRENANT SOIN DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES, AILLE VERS L'AGROBUSINESS, LA TRANSFORMATION DES PRODUITS, LA MISE À MARCHÉ ”

déclarait il n'y a pas si longtemps, l'ancien ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, M.Ewovor.

Le sort des produits vivriers (céréales, légumineuses, produits maraîchers, fruits), n'est guère plus reluisant : le manque de techniques adéquates de conservation et de vulgarisation des techniques déjà existantes, ainsi que la pénurie de recherches dans l'agro-alimentaire sont autant de maux qui minent l'agriculture togolaise.

Les autorités affichent en grand leurs ambitions par le biais, du Pnsia, le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire, mise en œuvre depuis 2010 et sur une période de 5 ans, censé contribuer de manière significative à la relance progressive de l'économie togolaise. Les dépenses totales (budget et hors-budget) passeraient de 36 en 2010 à 135 milliards de FCFA en 2015. Le niveau

DEPUIS L'AN 2000, UN NOMBRE CROISSANT DE POLITICIENS ET CHERCHEURS ESTIME QUE POUR OBTENIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE RAPIDE ET GÉNÉRALISÉE, ET POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, LE DÉVELOPPEMENT DOIT ÊTRE TOURNÉ VERS L'AGRICULTURE, AFIN D'AUGMENTER DURABLEMENT, LA PRODUCTIVITÉ DANS TOUT LE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE

LES 7 PILIERS DU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE

- **Augmenter la productivité** de toutes les étapes de la chaîne agricole tout en améliorant la coordination entre ces étapes. Par exemple, les agriculteurs doivent se procurer à temps les intrants visant à améliorer la productivité. L'augmentation de la productivité permettrait à terme d'alimenter rapidement l'agro-industrie ;
- **Moderniser** en respectant les normes spécifiques (volume et emballage et les délais de commercialisation, et en renforçant les capacités des différents acteurs du secteur. Mise en place d'une vraie politique industrielle pour guider la modernisation ;
- **Exploiter** la demande locale, régionale et internationale ;
- **Renforcement des capacités technologiques** et efforts d'innovation ;
- **Promouvoir un financement efficace et innovant** : Les décideurs africains doivent faciliter l'augmentation des investissements, améliorer l'attractivité et la rentabilité du secteur ;
- **Stimuler la participation privée** : Une attention particulière doit être accordée aux politiques et aux institutions privées pour transformer le système de production agricole à faible productivité et orienté vers la subsistance, en système de production efficace, orienté vers les marchés ;
- **Améliorer les infrastructures** et l'accès à l'énergie.

des investissements prévus est de nature à non seulement augmenter la valeur ajoutée



tée du secteur agricole mais aussi à produire un effet multiplicateur important sur l'ensemble de l'économie togolaise notamment les secteurs des services et de l'agro-industrie. Parmi l'un des piliers du programme : la recherche agricole afin d'améliorer la productivité par le développement de nouveaux matériels génétiques, l'adoption de la technologie pour doper la production des produits porteurs de croissance.

Notre système éducatif ne doit plus former des « réparateurs » mais des gens capables de concevoir et fabriquer des machines afin d'être au cœur de la conception et du développement en s'appropriant la technologie. Certes, certaines machines agricoles,

LA PRISE DE CONSCIENCE D'UNE POLITIQUE VOLONTARISTE DE CROISSANCE DE L'AGRICULTURE, DATE DE 2003, LORS D'UNE RÉUNION AU MOZAMBIQUE À MAPUTO, DANS LE CADRE DE L'UNION AFRICAINE (UA). LES CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS ET LEURS GOUVERNEMENTS, AINSI QUE LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT DÉCIDENT D'ADOPTER LE PRINCIPE D'UN PROGRAMME DÉTAILLÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AFRICAINE, (PDA). OBJECTIF : ALLOUER 10% DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES AU SECTEUR AGRICOLE.

Ben KITEGI / Jacky EKLOU



PRODUITS À HAUTE VALEUR AJOUTÉE

- **Sirops de maltose** à partir de maïs et de manioc, utilisés pour la fabrication de sirops de fruits, confitures et boissons. Cette technologie devra par exemple réduire le coût de fabrication des produits à base à partir de sucre et réduire notre dépendance.
- Introduction de **céréales** et de **tapioca** dans les **farines pour enfants**, pour tenir compte des recommandations de l'OMS en matière de densité énergétique des bouillies pour enfants et améliorer ainsi la qualité des bouillies au Togo.
- Mise au point de **séchoirs pour fruits et légumes** quand on sait que nos techniques de conservation restent rudimentaires. Ceci permettra de donner une plus longue durée de vie à nos fruits et légumes et éviter ainsi les avaries prématurées (ex : tomates).
- Création de **brasserie** pouvant fabriquer de la **bière de sorgho (Tchakpa)**, la bière de maïs (Liha), l'alcool de palme (Sodabi) et le vin de palme (Déha).
- Fabrication de pain et de biscuit à partir de mélanges de farine de manioc et de farine de blé d'une part, et la production et la commercialisation de divers produits dérivés de manioc, à savoir la farine, les cossettes, l'alcool d'autre part.

CULTURE DE MANIOC DANS LES ZONES D'EXPLOITATION DE PHOSPHATE COMMENT LA SAUVER ?

A lors que des milliers d'hectares pourraient être utilisés à la culture du manioc, dans la zone de Kpogamé-Dagbati-Hahotoé, à une trentaine de kilomètres de Lomé, ces surfaces sont malheureusement louées pendant des années, puis rétrocédées après exploitation par la Société Nouvelle des Phosphates du Togo, moyennant des redevances périodiques mal négociées, une fois que toute la substance ait été épuisée. Les propriétaires ou les exploitants agricoles sont aveuglés par les fines retombées de poussière dues à l'industrie du phosphate. Qui plus est, << Les bras valides, s'ils n'ont pas la chance d'être recrutés en tant qu'ouvriers dans l'entreprise qui exploite le phosphate, désertent la région pour se retrouver à Lomé, au Bénin ou au Nigeria à la recherche d'un meilleur niveau de vie >>, nous confie Yao Dodjiko EKLOU, un résident de la localité. Résultat, ceux qui restent pour cultiver les produits vivriers sont les plus vieux.

Cette région à grand potentiel agricole est aussi la plus vaste zone d'exploitation à grande échelle du phosphate. Le gisement s'étend sur une longueur de 35 à 36 km et une largeur maximale de 2,5 km. L'extraction s'effectue à ciel ouvert après enlèvement d'une couche épaisse de terres mortes composées de terres de barre, de sables argileux, et d'argiles dont l'épaisseur varie de 6 à 45 mètres. A l'aide de puissants excavateurs roues-pelles de 600 à 700 tonnes, les ouvriers creusent des trous béants dans la terre et extraient le phosphate brut, lequel est convoyé par voie ferrée à Kpémé pour traitement, puis exporté. Mais comment expliquer la pousse anar-

chique de monticules artificiels dans la zone d'exploitation et la présence d'étangs dans les secteurs déjà exploités, empêchant l'agriculture de prospérer? Pour comprendre, nous avons approché un cadre technique, Adodo Edorh, ingénieur géologue et agronome de formation à la SNPT (Société Nouvelle des Phosphates du Togo) à Hahotoé. Selon lui, << les stériles ou déblais des découvertes, au lieu de servir à remblayer les zones déjà exploitées, sont plutôt déversées sur d'autres surfaces formant ainsi des monticules. C'est ce qu'on appelle dépôts sur terrains naturels (DTN). Heureusement, cette technique a été abandonnée. >>

ON CULTIVE DANS CETTE ZONE UNE VARIÉTÉ LOCALE APPELÉE « GBAZEKOUTE ». C'EST UNE VARIÉTÉ AMÉLIORÉE DONT LA PRODUCTION VARIE ENTRE 30 ET 32 TONNES PAR HECTARE SELON UNE ÉTUDE DE L'ITRA, L'INSTITUT TOGOLAIS DE RECHERCHE AGRONOMIQUE.

Conséquences, les secteurs de dépôts sur terrains naturels sont devenus impropres à l'agriculture parce que le DTN ne peut plus retenir de l'eau, la surface n'étant pas plate. Et en plus, le sol devient caillouteux. Mais certains cultivateurs que nous avons approchés, affirment que les zones de remblai sont plutôt favorables à l'agriculture et surtout à la culture de manioc. << Lorsque nous plantons nos tubercules de manioc dans des terres normales, la récolte est maigre parce que la terre est trop compacte et empêche le manioc de s'épanouir dans son milieu. Au contraire, lorsque nous les plantons dans les zones de remblai, les tubercules trouvent assez d'espace pour s'enfoncer profondément dans le sol et grossir; car la terre y est meuble et non compacte. D'ailleurs « le manioc des collines » est très gros et bon pour le fofou>>, explique Adama MIHESSO.

Les paysans n'attendent même plus le temps de la reconstitution et s'emparent des zones de remblai pour leur exploitation. Pour ce qui est des grands trous non remblayés, l'eau de pluie qui stagne forme un étang. D'ailleurs on trouve aujourd'hui dans ces retenues d'eau du poisson et des



Carrière de phosphate

caïmans!

Pour atténuer les conséquences néfastes de l'exploitation industrielle sur l'agriculture, des solutions ont été trouvées.

<< Les terres louées et exploitées doivent être restituées à leurs propriétaires, afin qu'ils puissent y faire leurs cultures. Désormais, l'extraction de phosphate est immédiatement suivie de remblai, de façon à rendre la surface plus ou moins plate, donc cultivable >>, ajoute Adodo EDORH. Ensuite, il faut laisser le sol se reconstituer. Mais ce processus naturel prend du temps, entre 2

à 5 ans, en fonction du type de roche. Les propriétaires terriens devront donc laisser la zone remblayée au repos pendant un temps.

Par ailleurs, certains remblais sont trop surélevés, formant ainsi des monticules disproportionnés.

En outre, l'homme peut agir directement en procédant au reboisement des surfaces désertes avec des espèces à croissance rapide comme l'eucalyptus. Cela entraînera une amélioration du microclimat de la région et ipso facto, favoriser une couverture pluviométrique favorable à la culture du manioc. Il faudra aussi et surtout encourager l'agriculture intensive de manioc sur les terres non encore exploitées, qui s'étendent à

LES ZONES DE REMBLAI SONT PLUTÔT FAVORABLES À L'AGRICULTURE ET SURTOUT LA CULTURE DE MANIOC

perte de vue. Pour cela, il faut sensibiliser les paysans et vulgariser des techniques culturales adaptées à cet effet. Une opportunité à exploiter sans doute par les chercheurs et les ONG intervenant dans l'agriculture pour promouvoir la culture du manioc. **Serge GNAMAKOU**

COURSE AUX AGROCARBURANTS : LES TOGOLAIS SE MOBILISENT CONTRE L'ACCAPAREMENT DES TERRES



Malgré son caractère embryonnaire au Togo, l'agrocarburant, caractérisé par l'introduction de la culture du jatropha, dans les préfectures

la culture du maïs, manioc ou de l'igname, des aliments de base dans le pays. Dans la préfecture de Zio par exemple, l'entreprise britannique Greenleaf Global PLC, installée en zone franche, a pu récupérer

AU TOGO, LES TERRES AGRICOLES DU DOMAINE FONCIER NATIONAL COMPRENNENT 175 000 HECTARES. ELLES FERAIENT L'OBJET DE SÉRIEUSES CONVOITISES D'INVESTISSEURS ÉTRANGERS ET NATIONAUX.

INADES FORMATION-TOGO A INITIÉ LES 15 ET 16 MARS 2012, LE 1ER FORUM NATIONAL SUR L'ACCAPAREMENT DES TERRES.

2.700 hectares à Gamé pour la production d'agrocarburant à base de jatropha. Pour le moment, 500 hectares sont exploités, mais l'objectif, à terme, est de cultiver l'arbuste sur toute l'étendue de la propriété. Selon une étude menée par Inades Formation-Togo, ce phénomène d'accaparement des terres menacerait gravement l'agriculture familiale au Togo et pourrait être un obstacle à la souveraineté alimentaire. Pour le responsable des Etudes et Recherches à Jve, Thi

Beckhodro-Ngatimon : « Si les exemples d'Agou, d'Avé et du Zio se multiplient dans nos préfectures, nous risquons

une crise alimentaire sans précédent dans la mesure où les terres arables ne serviront plus à la production vivrière mais plutôt

à la production du jatropha qui est un produit de rente ». « Nos paysans n'hésiteront pas à se lancer dans la culture du jatropha s'il est plus rentable que les produits vivriers », renchérit Djamdo K. Ayéto.

Face au risque de bradage des terres togolaises, les

organisations paysannes et de la société civile se mobilisent. Elles sont sur le point de mener une campagne intensive de plaidoyer sur le thème « Touche pas à ma terre, c'est ma vie ». Par ailleurs, elles demandent à l'Etat d'aménager des terres non exploitées au sein des communautés et de faire appliquer les textes du droit foncier.

Ben KITEGI / Jacky EKLOU



Jatropha

Le phénomène de l'accaparement des terres fait suite aux crises alimentaires de 2007 et 2008. Après la hausse brutale des denrées alimentaires, des pays ne disposant pas de terres agricoles en quantité suffisante, cherchent à acquérir des terres dans les pays en développement afin de sécuriser leurs importations alimentaires et développer la production d'agrocarburants.

L'URGENCE DE CONSTRUIRE UN MONDE LIBÉRÉ DE LA FAIM

L'enjeu alimentaire, l'intensification, l'extension et la persistance de la malnutrition, de la sous-alimentation dans le monde, demeurent l'un des défis le plus pressant et le plus pernicieux que l'Humanité se doit de relever aujourd'hui et demain. Depuis 2002, l'ancien directeur général de l'Organisation

des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), le Sénégalais Jacques Diouf n'a cessé de se demander : « A cette époque d'abondance, comment le monde peut-il continuer à tolérer que plus de 800 millions de personnes doivent lutter contre la faim chaque jour et vivre dans la plus grande misère ? ».

En 2009, on dénombrait plus d'un milliard de personnes sous-alimentées dans le monde. Même si ce chiffre a légèrement baissé depuis, on compte quand même de nos jours plus de 2 milliards de personnes qui souffrent de carences en micronutriments et près de 30 % de la population mondiale qui souffrent de

malnutrition sous une forme ou une autre. La situation est pire en Afrique où carrément le tiers de la population souffre de la faim avec toutes ses conséquences que l'on connaît.

« TOUS LES ETATS DU MONDE SE SONT ENGAGÉS À RÉDUIRE DE MOITIÉ LE NOMBRE DE LEURS CITOYENS QUI SOUFFRENT DE LA FAIM, AU PLUS TARD EN 2015... »

Dans différents pays sur tous les continents, des personnes qui souffrent de la malnutrition et de la faim décrivent leur triste sort par l'humour et des métaphores, consistant à utiliser des figures de rhétorique pour peindre leur situation et leurs difficultés. « Nous faisons des allers et retours », dit un Sénégalais pour expliquer que ses parents et lui ont l'habitude de manger les restes des repas précédents. Un habitant de Guinée-Conakry avoue que sa famille, « fait souvent le kangourou » (sauter un repas). L'Ivoirien Pierre Kipre rapporte : avec 2 000 F CFA pour faire la popote, on est obligé de ne faire qu'un seul repas qu'on appelle « mort subite ». Ces clichés du spectre de la faim se re-



Cueillette d'arachides

Photo: Lespère/CAHPS

trouvent à des degrés divers dans tous les pays, dont le Togo. Ici comme ailleurs, en ville, comme au fin fond du pays, il n'est pas rare de voir des gens passer des journées entières sans avoir de quoi manger. Ils trompent la faim avec un peu de farine de manioc cuite (gari) délayée dans l'eau sucrée ou non, grignotent un morceau de tubercule ou quelques grains de maïs grillés en guise de déjeuner. Il arrive même que des paysans aillent au champ pendant toute une journée, avec pour seule provision, une gourde d'eau

« LA MOITIÉ DES MALADIES DANS LE MONDE PEUT ÊTRE ATTRIBUÉE À LA FAIM ET À LA MALNUTRITION »

et un peu de piment moulu. Des cas extrêmes, pourrions-nous dire, mais trop fréquents pour ne pas les minimiser et les occulter. Les personnes qui passent des journées le ventre creux souffrent en silence, mais les conséquences sont désastreuses : un affaiblissement généralisé, un corps qui ne se développe pas comme il faut, des maladies fréquentes, une espérance de vie plus courte et donc, une perte incalculable du potentiel humain pour le développement socio-économique. Selon l'OMS, (l'Organisation mondiale de la Santé) et la FAO, plus de la moitié des maladies dans le monde peut être attribuée à la faim et à la malnutrition. La faim ou la malnutrition est à la fois une violation de la dignité humaine et un obstacle au progrès socio-économique et politique. Le Rapport mondial sur le Développement humain 2000 du PNUD a rappelé solennellement qu'une alimentation adéquate est un droit de l'Homme. Depuis plus de cinquante ans, la législation internationale reconnaît à chaque personne le droit fondamental de

ne pas souffrir de la faim. Aujourd'hui, plus de 20 pays ont inscrit dans leur Constitution le droit à l'alimentation.

« UN SEUL REPAS, QU'ON APPELLE « MORT SUBITE » »

Pour assurer la sécurité alimentaire d'un pays, il faut garantir des productions et des disponibilités alimentaires suffisantes, contrôler et stabiliser les prix et accroître les possibilités d'emploi et de revenus des citoyens.

Les 159 pays qui ont approuvé les recommandations et le Plan d'Action de la CIN (Conférence internationale sur la nutrition) se sont engagés à consacrer des ressources suffisantes pour assurer l'équilibre nutritionnel de leurs citoyens. Au cas où certains pays n'ont pas suffisamment de moyens, le Plan d'Action exhorte la communauté internationale à les aider, notamment en augmentant l'aide publique au développement. Depuis 2000, au Sommet Mondial de l'Alimentation, tous les Etats du monde se sont engagés à réduire de moitié le

nombre de leurs citoyens qui souffrent de la faim, au plus tard en 2015. Cet engagement a été repris dans le premier des huit (08) Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés par

l'ONU dans la même année 2000. A trois ans de 2015, peu de pays sont sûrs d'atteindre cet objectif prioritaire. Un signal fort que notre monde doit redoubler d'efforts pour combattre l'hydre de la faim et de la malnutrition.

Koffi KINIKPOR



Les affamés du monde vivent en grande majorité dans les pays en développement où ils représentent 16 % de la population. Si ce chiffre marque un progrès par rapport à 2009, il demeure nettement plus élevé que la cible fixée par le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement.

OBJECTIF FAIM ZÉRO

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon a lancé son nouveau « Objectif Faim Zéro » comme faisant partie de sa vision de « l'Avenir que nous voulons ».

Son programme tient en 5 objectifs :

- Un monde où chacun a accès à une alimentation nutritive et suffisante pendant toute l'année.
- Eradiquer la malnutrition particulièrement dans le cas des femmes enceintes et des enfants en bas âge qui sont des paramètres essentiels pour mettre fin au retard de croissance.
- Mettre en place des systèmes de production durables partout dans le monde.
- Donner plus d'opportunités aux femmes qui sont celles qui produisent une grande partie de l'alimentation dans le monde afin d'augmenter leurs capacités pour doubler leur production et leurs revenus.
- Enfin, éliminer les pertes post-production et le gaspillage de nourriture et promouvoir une consommation responsable.



Institut Africain pour le Développement Economique et Social Centre Africain de formation

INADES - Formation, est une ONG de développement spécialisée dans la formation et l'appui-accompagnement créée au Togo en 1972. INADES - Formation Togo fait partie du réseau INADES - Formation Internationale qui travaille dans dix (10) pays de l'Afrique. Le réseau INADES Formation s'est doté en 2010 d'un document d'orientation stratégique à l'horizon 2025 avec une vision d'un « Un monde rural prospère et influent ». Pour contribuer à la réalisation de cette vision, INADES - Formation Togo met en œuvre un plan d'action quinquennal (2010 – 2014) qui repose sur quatre programmes:

- ★ Programme d'appui à la citoyenneté/gouvernance locale par le biais de la décentralisation;
- ★ Programme d'appui à l'organisation de la filière céréalière pour la promotion de la sécurité alimentaire;

- ★ Programme d'appui à la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique;
- ★ Programme d'appui à la mobilisation et à la valorisation des ressources financières endogènes.

LES MOINES DE DZOGBÉGAN : UN EXEMPLE AGRO-ALIMENTAIRE À PROMOUVOIR...

C'est sur un plateau perché à 800 mètres d'altitude, dans la préfecture de Danyi, au Sud-Ouest du Togo, que les moines bénédictins ont développé une originale industrie agroalimentaire.

Avec ses 123 hectares de terres cultivables, la propriété des moines jouit d'un climat exceptionnel tempéré, parfait pour l'agriculture. Les produits qu'ils cultivent sont destinés prioritairement à leur propre consommation. Toutefois, le surplus est vendu sur les marchés locaux. La production est estimée à 2 tonnes par an.

Les champs regorgent d'une variété de produits comme des épices, des légumes, des tubercules, des céréales, des légumineuses, du café et de la menthe, sans compter des arbres fruitiers : orangers, mandariniers, citronniers, pamplemoussiers, goyaviers, papayers, manguiers et de l'ananas, essentiellement pour la production de la confiture. Les fruits des avocatiers servent eux, à la fabrication de pommades hydratantes.

La plupart des épices, dont la production est estimée à 2 tonnes par an, est triée et stockée

Emballage du café moulu



Photo : Isabelle CAMPS

dans un atelier, par les religieux et des groupements de femmes des villages voisins. « Cette initiative a été prise dans le but d'aider les populations qui entourent les moines à améliorer leurs conditions de vie, indique le Frère Toussaint.

Epices produites : poivre du paradis communément appelé ataku en éwé, poivre blanc grain et moulu, poivre noir grain et moulu, gingembre moulu (1,5 tonne à lui seul), cannelle feuille, écorce et poudre, fausse noix de muscade, (ayiku en éwé) sans oublier les annonacées, (etso en éwé), utilisées en Afrique comme épices mais aussi pour leurs vertus médicinales.

La culture du café, reste la principale activité des moines en terme de revenus. Trois types de café sont cultivés : le robusta, l'arabica et l'arabusta. De la récolte en passant par le séchage et le décorticage, le café est stocké dans des caisses pendant au moins 3 ans. « Cette période est nécessaire pour donner un bon arôme au café », affirme le Frère François Amouzou. Le café est torréfié, selon la demande, grâce à un torréfacteur qui peut contenir, en moyenne, 30 kg de grains. Chaque année, pour la consommation locale et

la commercialisation, 5 à 6 tonnes de café sont produites contre 10 tonnes il y a une décennie. « Cette rechute est due à la baisse des demandes », explique le Frère François, qui reste cependant optimiste.

“ SOUCIEUX DE PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT, LES PLANTS DE CAFÉ SONT ENRICHIS D'ENGRAIS NATURELS, ISSUS DES FUMIERS DE VACHES ET DES FIENTES DE POULES ”.

C'est la popularité de leurs produits transformés sur place, servis aux visiteurs, qui a donnée l'idée aux religieux de s'intéresser à la commercialisation dans les supermarchés du Togo et à des clients au Burkina Faso, au Bénin, au Ghana, en France, en Belgique, en Allemagne et en Suisse. Aujourd'hui, outre le café, de nombreux produits, alimentaires comme les confitures, le sirop, le miel, le vinaigre de miel, font la renommée des moines de Dzobégan.

La pommade « Propolis » qui guérit les hémorroïdes, les problèmes de peau et cicatrise les plaies, est fabriquée aussi à base de la propolis des abeilles. La production des huiles citronnelle, menthe et cannelle constitue également l'une des activités importantes des moines. L'huile essentielle de citronnelle est très efficace pour soigner les douleurs articulaires, (arthrite ou rhumatismes). Elle est aussi utilisée en bain de pied pour soulager la fatigue, la douleur et la transpiration locale.

Ben KITEGI / Jacky EKLOU

LA BOURSE AGRICOLE DU TOGO LA PLUS AVANCÉE DE LA SOUS RÉGION

Interview de Mr Charles B. BIRREGAH, Dr en Finances, Initiateur et Promoteur de la Bourse Agricole du TOGO

Qu'est ce qu'une bourse agricole ?

C.B.B : La bourse agricole est un marché où s'échangent des contrats, c'est un marché virtuel où vous n'avez pas besoin d'aller avec la marchandise. Sur nos marchés traditionnels, un commerçant ne peut pas amener 1000 tonnes de marchandises et les vendre. En revanche, à la bourse c'est possible puisque tout est basé sur des contrats avec des livraisons ultérieures. A la bourse agricole, on parle en termes de kilos, de litres alors que sur le marché traditionnel nous en sommes encore au bol comme unité de mesure.

Comment fonctionne la Bourse Agricole du TOGO ?

C.B.B : Si vous allez sur le site, www.bourseagricoletoogo.com, vous trouverez des offres de vente des producteurs et des offres d'achat des commerçants. Nous sensibilisons les organisations paysannes comme le MAPTO et les groupements à vendre leurs marchandises par le biais de cette bourse.

Quelles sont les normes qui régissent le marché ?

C.B.B : Il y a des normes et les standards internationaux. Il faut des contrats avec des formes juridiques précises, des garanties, des procédures d'agréments, des courtiers, des traders, une localisation. Il faut avoir des moyens de transmission adéquats pour que tous les opérateurs sur l'étendue du territoire puissent avoir les informations en temps réel sur les prix et les quantités disponibles.

Quels sont les objectifs que vous poursuivez à travers cette initiative ?

C.B.B : Pour développer, on donne les intrants aux agriculteurs, on agit sur les facteurs de production mais on n'agit pas sur la commercialisation. Si les paysans qui produisent n'arrivent pas à écouler, ils ne vont plus travailler, il faut donc les aider à vendre leurs marchandises, en faisant non seulement des pistes rurales, des magasins mais aussi une bourse agricole. L'avantage de la bourse agricole, c'est d'avoir aussi l'information sur les besoins du marché. Résultat : le paysan n'aura pas sur les bras des produits invendus et il pourra ensuite augmenter sa superficie cultivable et mieux nourrir sa famille. Nos pays mettent l'accent sur les matières premières, comme les mines, les phosphates, ou le pétrole, mais cela n'a développé aucun pays.

Est-ce que tous les paysans peuvent bénéficier de cette bourse ?

C.B.B : Absolument, nous mettons, en dehors de la bourse nationale, une bourse préfectorale en place, sur le même site. C'est essentiel de faire adhérer les paysans à ce schéma, par l'intermédiaire des groupements, et des organisations paysannes pour qu'ils transfèrent les informations disponibles. Nous avons travaillé avec les organisations agricoles de même que les organisations des commerçants du marché d'Adidogomé, d'Agoè, d'Assiyéyè et d'Akodessewa.

Nous avons rencontré les paysans lors de leurs réunions qu'ils font régulièrement avec l'A.N.S.A.T. (Agence nationale de sécurité alimentaire du Togo). Nous les avons sensibilisés, ils sont partants. A présent, ce sont aux autorités de fixer les règles du jeu. Ceci dit, depuis que nous avons mis en place cette initiative en 2008-2009, les chefs d'Etat de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) ont demandé à la Commission de créer ce qu'on appelle la Bourse agricole régionale dont le futur siège serait établi à Lomé. La Bourse agricole du Togo est la plus avancée de la sous-région et pourtant nous n'avons pas encore l'appui formel de l'Etat togolais.

Alors donnez-vous quelques exemples précis des avantages que cette bourse a eus pour les Togolais ?

C.B.B : Aujourd'hui, toute la production de noix de cajou du Togo est achetée par les Indiens. Nous avons permis aux commerçants de connaître les produits disponibles au Togo, et permis à d'autres d'acquiescer des marchés à l'extérieur. Ceci n'est qu'une initiative privée, totalement gratuite.

A quel pourcentage estimez-vous l'apport de votre initiative ?

C.B.B : Il n'existe pas à l'heure actuelle de statistique exacte mais je pense que si l'Etat nous aidait en avançant la mise en place des produits vivriers, notre agriculture aurait une croissance à 2 chiffres.

Toutes les infos sur : www.bourseagricoletoogo.com

Propos recueillis par B.K

POURQUOI L'AGRICULTURE TOGOLAISE NE DECOLLE PAS ?



Certes, l'agriculture togolaise renoue timidement avec la croissance. Néanmoins, elle reste marquée par des obstacles majeurs : la difficulté d'accès au crédit et aux intrants agricoles, le manque de débouchés et la rude concurrence des produits étrangers. Les 10% du budget national affectés au secteur agricole, ne suffisent pas à le faire décoller, en raison d'une mauvaise répartition des ressources, affirment certaines organisations paysannes. Une somme de problèmes qui risquent, s'ils ne sont pas pris à bras le corps, de démotiver le monde rural et coûter cher, très cher au pays.

L'accès à la terre, au crédit et aux engrais constituent de sérieux problèmes auxquels nous sommes confrontés," lance d'un ton convaincu, Edjé Akouété, cultivateur dans la préfecture de Vo à une cinquantaine de km de Lomé, la capitale. De son côté, Koffi Koumodzi, président du groupement, « Avenir de l'environnement » à Kpalimé, à 120 km au nord-est, ne décolère pas. "Rien que pour acheter de l'engrais, il faut se présenter à l'Institut de Conseil et d'Appui Technique qui vous délivre un papier que vous allez ensuite faire certifier à la gendarmerie avant d'aller acheter le précieux sésame à la Direction régionale de l'agriculture. C'est plus qu'un parcours de combattants," déclare-t-il, résumant ainsi le sentiment général du monde paysan. La liste des griefs qui plombe le secteur est longue ; les agriculteurs n'hésitent pas à citer les problèmes liés à la commercialisation et aux débouchés de la production agricole de même que la concurrence des producteurs étrangers. A ce niveau, les plus initiés pointent du doigt les incohérences de la politique agricole qui soutient à la fois l'agriculture togolaise... et les produits importés, ce qui sans nul doute ne peut qu'empêcher son décollage ! Ce phénomène est bien visible dans la filière du riz où la libéralisation du marché a exposé les productions locales à la concurrence des importations en provenance essentiellement des principaux producteurs mondiaux de riz, comme la Chine, l'Inde,

la Thaïlande, le Japon et les Etats Unis. Une étude menée en la matière par des chercheurs du Laboratoire de recherche durable (Larpsad) basé à l'Université de Lomé est sans appel : "le Togo, à l'instar de la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, est devenu depuis ces dernières années très dépendant des importations de riz. En 2005, ces importations faisaient près du double de la production de riz décortiqué en volume et entre 2005 et 2006, l'on a enregistré près de 22,7 % d'augmentation du riz importé.

Forte dépendance des importations Pourtant, ces problèmes ne sont pas nouveaux mais ils sont plus gênants à un moment où l'agriculture togolaise tente d'amorcer un nouveau virage. Les chiffres des dernières années traduisent une tendance à la hausse. Au titre des cultures vivrières, le Togo a enregistré, l'année dernière, un excédent céréalier d'environ 110.000 tonnes. L'année précédente s'est aussi traduite par un excédent de 90.000 tonnes, au point que le Togo a réussi à sortir du cycle des pénuries céréalières récurrentes, jusqu'à vendre aujourd'hui ses excédents au Programme alimentaire mondial. Même tendance concernant les produits d'exportation. Après l'apurement des 23 milliards d'arriérés dû par l'Etat aux cotonculteurs et aux réformes engagées en 2009, la filière coton a renoué avec la croissance. De 46 000 ton-

nes en 2010, la production a été de 80 000 tonnes en 2012 soit une hausse de 73%. Ce qui tranche avec les années entre 1998 et 2009, périodes noires de la filière où la production a dégringolé de 180 000 à 30 000 tonnes.

Si les efforts consentis ont permis à l'agriculture togolaise d'éviter une descente aux enfers et d'amorcer une timide croissance de production, ce n'est pas suffisant pour améliorer ostensiblement le quotidien des agriculteurs. « Nous souhaitons que le développement de l'agriculture se traduise par l'amélioration des conditions de vie des paysans. Tel n'est malheureusement pas le cas. A l'heure actuelle, ce développement profite plus aux commerçantes qu'aux agriculteurs eux-mêmes », déclare Valentin B. Konsana, président de la Coordination togolaise des organisations paysannes et des producteurs agricoles (Cetop), une structure qui regroupe des dizaines de groupements de producteurs.

Vers "une agriculture dynamique et durable"

Quoiqu'il en soit, les autorités semblent se préoccuper du sort de l'agriculture en misant sur une initiative sans précédent dénommée : "Programme d'investissement et de sécurité alimentaire (Pniasa)". Nous voulons une agriculture dynamique, compétitive et durable," a annoncé lors de son lancement, l'ancien premier ministre, Gilbert Houngbo. D'un coût global d'environ 617 milliards

de Fcfa, ce programme est financé par les trois principaux partenaires du pays : la Banque mondiale, la Banque Internationale de développement et de commerce (Bidc) et le Fonds international de développe-

ment agricole (Fida). Il prévoit d'accroître les rendements, les revenus et d'améliorer la qualité de vie des plus de 70% de la population vivant de la terre. Il se décline en trois projets phares, le premier est "le Projet d'appui au développement agricole (Padat), axé sur l'amélioration de la productivité des cultures vivrières, l'élevage et la pisciculture de même que l'équipement en infrastructures d'accompagnement telles que les pistes rurales et les petits matériels. Ensuite, intervient le Projet d'appui au secteur agricole (Pasa). Ce dernier, soutient la culture de rente, la

quasi rassurer au demeurant les bailleurs de fonds internationaux. "Les partenaires techniques et financiers sont persuadés que le Togo est aujourd'hui capable de relever les défis qu'il s'est donnés pour extraire une

SI LES AGRICULTEURS NE SONT PAS EN MESURE D'AMENER LEUR PRODUCTION SUR LES MARCHÉS EN RAISON DU MANQUE DE PISTES EN BON ÉTAT ET L'ABSENCE DE LIENS ENTRE LA PRODUCTION RURALE ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES EN AVAL, TELS QUE LES RÉSEAUX DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION, LE SECTEUR NE PERMETTRA PAS AU PAYS DE PRENDRE LE CHEMIN DE LA PROSPÉRITÉ.

large partie de la population de la pauvreté", a déclaré lors du lancement, Hervé Assah, représentant résident de la Banque mondiale au Togo. Selon nos analyses, "lorsqu'on investit 1.000 francs CFA dans le secteur de l'agriculture, on a deux fois plus d'impacts sur la réduction de la pauvreté".

Femmes rurales, "couche vulnérable"

Parlant de pauvreté, elle affecte surtout les femmes dont la part du travail fourni dans toutes les activités agricoles est, selon une étude de la FAO, estimé à environ 35% au Togo. Dans ce pays, les femmes paysannes, classées dans les rapports officiels, parmi les "couches vulnérables" man-

quent de soutien en se heurtant farouchement au manque de crédit, de formation. A cela s'ajoute, des difficultés pour accéder à la terre en raison de la tradition. Des initiatives disparates sont prises, ici et là, pour leur venir en aide mais aucune stratégie gouvernementale axée sur la femme agricole n'est pour le moment visible dans le pays. Cependant, dans le cadre du projet d'appui au développement agricole, un des volets du Pniasa, une opération dénommée « quick-start » a permis de distribuer récemment des kits gratuits d'intrants composés de semences de maïs, de riz et d'engrais à près de vingt mille producteurs considérés comme vulnérables dont au moins 38% de femmes. Par ailleurs, entre décembre 2008 et octobre 2011, le projet de soutien aux activités économiques des groupements (Psaeg) a appuyé en microcrédit, formation et équipement 7.500 groupements, soit 35.000 personnes dont 15.000 femmes sur toute l'étendue du territoire. Les équipements varient d'une simple houe à un tracteur ou une motopompe.

A en croire nombre de paysans et acteurs agricoles, le développement de l'agriculture togolaise ne peut se concrétiser sans une professionnalisation du secteur. Cela nécessite un accompagnement de l'Etat qui devra se traduire par la facilitation de l'accès au crédit agricole, aux intrants, la promotion de la maîtrise de l'eau et des techniques culturales sans oublier la mécanisation de l'agriculture.

Éviter la démotivation du monde rural

D'un autre côté, il est important de revoir l'affectation des 10% du budget que le gouvernement entend consacrer au secteur, déclare Valentin Konsana. Car dit-il, en l'état actuel, sur ces 10% promis, seuls 3% reviendraient de manière directe aux producteurs, le reste est consacré à des procédures administratives. Mais ce n'est pas tout. "Il faut renforcer les organes d'appui aux organisations paysannes en termes de vulgarisation de nouvelles techniques de production et permettre aux paysans togolais de produire selon les normes et standards internationaux", déclare Valentin Konsana. En attendant, il est urgent, selon lui, de payer les paysans qui ne sont pas encore rentrés dans leurs fonds dans le cadre du Programme d'appui au développement de l'agriculture togolaise (Padat), financé par le FIDA pour le compte de la campagne agricole 2011-2012. Il faut éviter, prévient-il d'hypothéquer la campagne agricole 2012-2013 et démotiver les cultivateurs. Une situation qui rappelle les années noires de l'agriculture et qui risque de coûter cher au pays.

Isidore AKOLLOR

PLANTES ALIMENTAIRES LOCALES : DES ÉLÉMENTS VITAUX DANS VOTRE ASSIETTE !

Beaucoup d'entre nous, pour diverses raisons, adoptent une attitude de mépris à l'égard de nos denrées alimentaires africaines, supposées peu nourrissantes ou tout simplement impropres à la consommation. Quelle ignorance, nos aliments locaux regorgent d'éléments nutritifs.

Selon Hadja Dapou Tchapo-Kondor, nutritionniste au Service national de Nutrition du Togo, « ce n'est pas la peine d'aller chercher ailleurs ce que l'on peut trouver sur les marchés locaux, grâce à une agriculture qui nous offre une grande variété de produits. À l'état naturel, ils nous apportent les éléments nutritifs essentiels, nous permettant de composer un repas équilibré ». Malheureusement, les populations n'utilisent pas suffisamment ces produits ou ne savent pas les adapter aux besoins spécifiques des différents membres de la famille. Ainsi, on pourrait mieux agir sur les causes et les conséquences d'une mauvaise alimentation en informant les populations les plus exposées aux problèmes de malnutrition.

Comment manger équilibré en consommant local ?

Un mélange équilibré de différents aliments qui se complètent. Exemples : pâte de maïs ou de sorgho accompagnée d'une sauce légume, de viande ou de poisson. Maïs et haricot. Maïs et arachide, etc. On peut faire différentes accommodations ou adaptations de nos denrées alimentaires, sans oublier les fruits tropicaux pleins de vitamines. Les nutritionnistes recommandent également la consommation de produits locaux comme le mil, le maïs, le moringa, les produits du baobab, le miel, le poisson braisé et séché (doëvi siasia) etc. En plus de ces produits et des préparations à base de feuilles vertes riches en micronutriments (chou, moringa, manioc, baobab) la plupart des farines infantiles est enrichie en fer et en

vitamine A. En complément du lait maternel, plusieurs produits de sevrage ont été développés, notamment, grâce aux sœurs religieuses « Notre Dame de l'Église », par la combinaison de céréales et légumineuses (le mil ou maïs + riz) qui permet d'obtenir les mêmes valeurs nutritives que la viande et le lait. La faible valeur énergétique des aliments de sevrage (bouillie de mil) est un problème; l'enfant, qui n'en consomme que 200 ml par repas, ne reçoit que 70 calories et 2 g de protéines, ce qui est insuffisant). Ces céréales sont riches en glucides et protéines mais pauvres en acides aminés.



Dans la plupart des cas, une seule catégorie d'aliment ne suffit pas à obtenir une nourriture équilibrée. Certaines ménagères associent 2 à 3 légumes. C'est le cas de Mme Efoua Amouze-Laokpessi, « Je prépare une bonne sauce de légumes en y mélangeant le moringa, le somboé et l'aloma avec du poisson fumé, de la tomate, de l'oignon et du piment et un peu d'huile. C'est délicieux ! » Une association de gboma (épinard africain) et de moringa aboutirait certainement au même résultat. En clair, on peut faire différentes accommodations et adaptations de nos denrées alimentaires.

Point n'est besoin d'être très riche pour obtenir des repas équilibrés.

Les aliments de force et d'énergie : ce sont des aliments qui contiennent les glucides ou les lipides (huiles) qui servent de carburant pour l'activité physique. Les glucides se trouvent essentiellement dans les aliments tels que les féculents, notamment les céréales (maïs, mil, sorgho, riz, blé, fonio), les racines et les tubercules (manioc, igname, patate douce, taro, pomme de terre), ainsi que dans la banane plantain. L'autre principale source d'énergie est constituée des lipides, notamment les huiles végétales ou animales qui représentent 8% du régime alimentaire.

Les aliments de construction : la volaille, les poissons, les insectes etc., fournissent des protéines animales, des éléments indispensables à la croissance et à la réparation des cellules du corps humain.

Les protéines végétales : sont fournies par des plantes légumineuses telles que l'arachide, le haricot, le voandzou, le néré, le soja, le sésame, la graine de courge et autres graines.

Les aliments de protection : ce sont les fruits (papaye, orange, citron, pamplemousse, mandarine, ananas, avocat, mangue, banane, datte, etc.) et les légumes (tomates, oignon, ail, piment, aubergine, gombo, gboma, épinard africain, adémè et diverses feuilles comestibles de néré, de haricot, de baobab, de manioc, de moringa, etc.). Ils apportent des vitamines et des sels minéraux (fer, calcium, magnésium, etc.) qui aident le corps humain à se protéger et à se défendre contre les maladies.

Koffi KINIKPOR

CARTON ROUGE POUR LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX TRANSFORMÉS

Jamais la demande de produits « made in France », « made in Thaïlande » ou « made in China », n'aura autant inondé le marché togolais. Riz, lait concentré, lait en poudre, sucre raffiné, farine de blé et autres céréales ainsi que leurs dérivés, café importé... La liste est longue mais le coût de ces produits importés ne cesse de flamber. Une aubaine dont pourraient profiter les producteurs togolais s'ils saisissent la perche à temps...



En parcourant les rues des villes et villages togolais, vous avez dû le constater, il est difficile de petit déjeuner 100 % togolais. Bien sûr, vous aurez toute la panoplie des bouillies en tout genre, préparées à base de céréales locales ou des haricots accompagnés de manioc mais pour le pain local, mieux vaut passer son chemin. La plupart des autres produits-café, thé, lait, est importé.

“ ON EST OBLIGÉ D'ACHETER
CE QUE L'ON TROUVE ”

Et pourtant les habitués des maquis reconnaissent qu'ils n'ont plus les moyens d'acheter des produits importés pour leur petit déjeuner. « Avant les gens aimaient manger les produits qui venaient d'ailleurs car nos produits n'étaient pas bien travaillés », explique un client, « Mais maintenant ça change, on commence vraiment à manger local ». Pas loin de lui, une jeune femme, en pleine dégustation d'une bouillie au tapioca surenchérit : « On n'arrive pas à exploiter les produits que nous



faisons au Togo, car ils ne sont pas valorisés. Ce sont pourtant des bons produits, riches en vitamines, mais malheureusement, on ne sait pas toujours où les acheter, et on est obligé d'acheter ce qu'on trouve ».

Et puis il y a ceux qui n'achètent que les produits importés par snobisme.

En clair, il reste encore beaucoup à faire en termes de conscientisation et de sensibilisation pour faire évoluer les comportements. Pourquoi ne pas imaginer une grande campagne nationale, soutenue par les pouvoirs publics, vantant les bienfaits des produits locaux reconnus plus sains et de grandes valeurs nutritionnelles car ils n'incluent peu ou prou de produits chimiques ? Il n'y a pas si longtemps encore, dans le quartier des ministères, l'Association OADEL, une Organisation d'appui à la démocratie et au développement local, avait érigé un kiosque alimentaire où l'on proposait des petits déjeuners 100 % local. Dans une ambiance bon enfant, on pouvait manger, à très bon marché, du pain au sorgho, au maïs, et toute une gamme de bouillie à base de céréales locales, boire du café togolais, accompagné de sucre de canne locale, du lait de vache, du thé préparé avec de la feuille de Gambie ou de la graine de quinquelibia.

Malheureusement, trois cambriolages ont eu raison de cette opération d'incitation à consommer togolais. Alors pourquoi ne pas encourager et surtout soutenir ces initiatives « du consommateur 100% local » qui profiteraient à tout un secteur ?

Emmanuelle SODJI

LE SAVIEZ-VOUS ?

La plupart de ces produits de transformation font l'objet de recherche dans des laboratoires et écoles de la place. Citons par exemple les études sur la fabrication du fromage traditionnel (wagashi), de l'alcool de palme (sodabi) menées par l'ESTBA, L'École supérieure des techniques biologiques et alimentaires, à l'Université de Lomé. Recherches également menées par l'INTA, l'Institut de nutrition et de technologie alimentaire sur la bière de sorgho (Tchakpalo), la bière de maïs (Liha) et le couscous de maïs (yakayakè). Une meilleure collaboration entre ces institutions de recherche et le secteur privé opérant dans l'agroalimentaire pourrait permettre une production à grande échelle et une meilleure vulgarisation de ces produits dérivés.

Koffi KINIKPOR

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE OU SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ? IL EST TEMPS DE CHOISIR !

A lors que choisir, souveraineté alimentaire, politique menant à une indépendance économique et alimentaire ou sécurité alimentaire visant l'autosuffisance alimentaire? Derrière ces choix se dessine un enjeu important. Opter pour la seule sécurité alimentaire (donc sans souveraineté alimentaire), c'est condamner à la misère un milliard de petits paysans à travers le monde.

Aujourd'hui, il ne manque pas de nourriture sur notre planète. Et les paysans sont capables de produire beaucoup plus si on leur offre un prix rémunérateur pour leur production agricole. Les questions qui se posent actuellement sont celles-ci : comment assurer une juste répartition de la nourriture disponible, pour que tous y aient accès ? Et qui va produire la nourriture dont la population mondiale a besoin ?

Le discours officiel

Il s'adresse spécialement aux pays du Sud. Le plus important est que la nourriture circule facilement, sans entrave. Comme il y a assez de nourriture dans le monde, quand une région manquera de nourriture (de façon permanente ou occasionnelle) le marché jouera son rôle, et il y aura ainsi, toujours et partout de la nourriture disponible. Donc pour assurer la sécurité alimentaire sur toute la planète, il suffit de libéraliser le commerce, y compris (voire surtout) pour les produits agricoles et alimentaires.

Le non-dit

Ce que ne disent pas les Etats-Unis et l'Europe, c'est tout d'abord que la souveraineté alimentaire ne les intéresse pas puisqu'ils la possèdent déjà. Ils soutiennent leurs agriculteurs avec d'importantes subventions (liées à la production ou non). Ils continuent à

taxer les produits à l'importation quand cela leur arrange. Ils ne disent pas non plus que la recherche, à travers le monde, de la seule sécurité alimentaire les arrange bien. Ils n'ont qu'un désir : vendre partout dans le monde leurs excédents agricoles et les différents produits alimentaires qui sortent de leurs usines.

Cette politique est déjà à l'œuvre. Pour en mesurer tous ses effets, il faut regarder ce qui se passe en ville, mais aussi dans les campagnes. Pour vous qui vivez en ville, dans un pays du Sud, il est clair que votre sécurité alimentaire est assurée. Mieux, vous pouvez vous nourrir en ne consommant que des produits importés. Ils sont même souvent moins chers que les produits locaux.

Allez dans une boutique d'alimentation générale et comparez : Combien de produits importés ? Combien de produits du pays où vous vivez ? Autre piste. Dans vos dépenses alimentaires du mois passé : combien avez-vous dépensé en produits locaux, et combien en produits importés ?

Maintenant, rendons-nous dans les villages. Que constatons-nous ? La sécurité alimentaire est assurée. Il y a même abondance de nourriture mais les paysans n'ont pas d'argent pour se soigner ou pour mettre leurs enfants à l'école. Leurs produits ne se vendent pas, subissant la conséquence des importations massives.

L'alternative paysanne : la souveraineté alimentaire

Le concept de souveraineté alimentaire a été développé par Via Campesina et porté au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996 et présente une alternative aux politiques néo-libérales. Il dépasse la seule sécurité alimentaire. Il répond aussi à la question : qui va produire la nourriture dont la population mondiale a

besoin ? La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers. La souveraineté alimentaire inclut : la priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement. Le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix. Des prix agricoles liés aux coûts de production : c'est possible à condition que les Etats ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels. La participation des populations aux choix de politique agricole.

Le jour où la souveraineté alimentaire sera appliquée, les importations de riz seront contrôlées par des taxes à l'importation ou par des quotas. Un prix plancher sera assuré pour le riz local, correspondant aux coûts de production. Les producteurs de riz locaux retrouveront l'espoir. En un ou deux ans, ils doubleront leur production. Ils soigneront leurs rizières ; ils feront du compost pour entretenir la fertilité de leurs parcelles... Ils pourront se soigner convenablement, et mettre leurs enfants à l'école. Les Togolais oublieront les brisures de riz venant d'Asie et apprécieront à nouveau le bon goût du riz local. Le pays tout entier économisera des devises, car bientôt la production locale suffira à la consommation.

Maurice OUDET



Festival de Films ALIMENTERRE au Togo

Quelle alimentation voulons-nous ? Comment est-elle produite ?

Projections de films - Débats - Dégustations

Du 4 au 27 octobre 2012

Foire AlimenTerre

Du 31 oct. au 11 nov. 2012

SOIRÉE DE CLÔTURE

Grand Concert Live

Buffet Spécial menu 100% local

Le 10 nov. 2012 de 19H à l'aube

Lieu : LAVISTA PARK, au bord du lac de Bè, non loin de l'école Bè-Lagune.



ORGANISATION D'APPUI
A LA DEMOCRATIE ET AU
DEVELOPPEMENT LOCAL
www.oadel.org



PUB
IPC